

Analyses 2015



**« Podemos », un espoir pour une
Europe en crise ?**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

« Podemos », un espoir pour une Europe en crise ?

La crise de 2008 a donné un coup dur aux économies du sud de l'Europe – notamment l'Espagne, le Portugal, la Grèce, mais aussi l'Irlande. On connaît bien les effets dévastateurs de cette crise et ses conséquences, dont on ressent encore les dégâts sur nos sociétés. Cependant, à l'heure où les politiques d'austérité partout en Europe s'intensifient, ne cessant d'aggraver les inégalités sociales au sein des pays, des milliers d'initiatives sociales, à la fois locales et nationales, des mouvements sociaux et collectifs visant un changement radical, renaissent.

L'expérience de *Podemos* (« Nous pouvons ») en Espagne est intéressante à cet égard. Inspiré par les masses qui se sont lancées dans les rues pour manifester leur dégoût, et de la classe dirigeante politique espagnole, plongée dans les plus grands scandales de corruption, ce *parti-mouvement* est devenu, sans aucun doute, une force politique non négligeable dans les panoramas politiques espagnol – et européen.

Selon le célèbre sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, *Podemos* est un *parti-mouvement*, car étroitement lié aux mouvements sociaux qui se sont constitués face à la crise en Espagne, en particulier, le mouvement des « indignés » ou *15-M*. On reconnaît aussi une influence significative des mouvements sociaux en Amérique Latine. Enfin, ce jeune *parti-mouvement* se distingue des partis traditionnels principalement du fait de son approche participative et horizontale, de sa lecture des enjeux actuels et, enfin, de sa stratégie politique.

Chercher la complémentarité entre participation et représentation

Une des caractéristiques principales de cette stratégie est d'occuper davantage une position transversale, plutôt que de se définir en termes de l'axe gauche-droite traditionnel, une position que les dirigeants de *Podemos* considèrent comme futile. Ils pensent que cette approche n'offre pas de possibilité de changement et que le discours de la gauche traditionnelle n'inspire plus un public déjà profondément déçu.

En ce sens, le discours de *Podemos* s'articule autour de l'opposition entre « ceux d'en bas », le peuple, et « ceux d'en haut », l'oligarchie politique et économique, avec le but de créer un nouveau « sens commun ». Il vise ainsi non seulement ses propres sympathisants et ceux issus des mouvements sociaux, mais aussi un public plus large, avec des motivations nouvelles de mobilisation : ceux qui cherchent des transformations profondes en Espagne (et en Europe), ceux qui sont désenchantés du bipartisme Parti Socialiste (PSOE) – Parti Populaire (PP), ceux qui rejettent les politiques d'austérité, ceux qui rejettent la corruption, entre autres.

La participation des citoyens, et surtout, de tous ceux qui ne seraient pas nécessairement politiquement actifs, est dès lors un pilier-clé. Ainsi, les élus parlementaires ne prennent pas de position sur les dossiers, mais transmettent les propositions émanant des discussions vers le bas, au niveau des groupes de travail et des assemblées citoyennes. La transparence et la responsabilité sont capitales et doivent être absolues. Le financement externe d'entreprises privées est interdit et les salaires des élus sont plafonnés au salaire moyen du pays – car « *faire partie de la classe politique n'est qu'une nécessité temporaire* »¹. Pour corroborer cet argument, autant le parti reconnaît que le jeu politique nécessite des « visages connus », le rôle médiatique de ses dirigeants ne doit pas être le facteur décisif. En définitive, il s'agirait

¹ de Sousa Santos, Boaventura. "The Podemos Wave". OpenDemocracy. mars 2015. <https://www.opendemocracy.net/boaventura-de-sousa-santos/podemos-wave>

d'appliquer une sorte de complémentarité entre la participation et la représentation, un défi de taille pour ce jeune parti !

La télévision et les nouveaux médias

La popularité de *Podemos* en Espagne et ailleurs est due en grande partie à sa stratégie politique, axée sur la participation directe des citoyens et d'une réflexion du bas vers le haut, mais aussi à sa stratégie de communication. *Podemos* est incarné par Pablo Iglesias, jeune professeur en sciences politiques et actuel leader du mouvement. Il est présent régulièrement dans les médias traditionnels depuis le début de la crise économique. Selon un sondage, la télévision reste la source principale d'informations politiques pour près de 60% de la population espagnole². Très conscients de cette réalité, Pablo Iglesias et un groupe d'étudiants ont conçu dès 2010 un programme de télévision d'analyse et de débats appelé « La Tuerka », dont le premier souci a été de décrypter la crise à partir d'un point de vue critique et « contre-hégémonique », tout en utilisant un langage adapté au grand public.

Jusqu'à présent, le programme a connu un succès surprenant, grâce aussi à l'aide des nouveaux médias qui ont pu amplifier le message. Plusieurs analystes observent que « La Tuerka » a eu un impact significatif sur les débuts de *Podemos* en tant que parti, puisqu'il est devenu une sorte de plateforme d'apprentissage et d'expérimentation en termes de communication et de visibilité pour ses leaders, augmentant la portée des messages lancés.

A.O.

Défis actuels

Comme *Syriza* l'a essayé en Grèce, *Podemos* remet en cause frontalement l'hégémonie néolibérale, pratiquée en Europe et aux États-Unis depuis les années 70, et qui s'est globalisée depuis les années 90 pour atteindre les quatre coins du monde. En Europe, les droits acquis avec l'État Providence ont été progressivement limités, engloutis par les privatisations, l'imposition de politiques d'austérité et d'ajustement structurel, ainsi que par l'emprise de la finance sur l'économie réelle et la vie sociale en général. Nous évoluons dans des sociétés dites démocratiques, mais le sont-elles réellement ? Face au déficit démocratique en augmentation, à partir d'expériences très concrètes, il existe une envie de reprendre la démocratie en main, de la réinventer en remplaçant le respect du citoyen et les droits humains au centre.

Mais le discours et la popularité de *Podemos* font peur. En Espagne, les dernières élections de mai 2014 ont démontré la capacité de mobilisation de ce nouveau parti. Malgré la victoire du PP, *Podemos* est devenu le quatrième parti avec 1,25 million de votes et a gagné 5 sièges au Parlement européen. Aux yeux des européens, son avancée doit être prise en compte car l'Espagne représente 10.6% du PIB de la zone euro en 2013, et reste encore une économie de poids au niveau européen. Dans ce contexte, la tragique expérience de *Syriza* face à la Troïka européenne n'est pas anodine. Pour plusieurs analystes, l'*EuroGroupe* aurait voulu tirer la sonnette d'alarme, en envoyant un message à tous ceux qui voudraient sortir du cadre établi.

² César Rendueles, Jorge Sola. Podemos and the Paradigm Shift. Jacobin Magazine Online. 14 mai 2015. <https://www.jacobinmag.com/2015/04/podemos-spain-pablo-iglesias-european-left/>

Un espoir pour la démocratie en Europe et ailleurs ?

A l'heure actuelle, on observe une augmentation de l'absentéisme électoral dû à la désaffection des citoyens pour la politique. On observe aussi que la démocratie, telle qu'on la connaît, est assiégée par des intérêts connexes – les intérêts privés ou ceux de grandes corporations qui sont souvent la source du financement externe des partis. Par leur influence sur le débat public et les décideurs politiques, ils amènent à une limitation des droits des citoyens au profit de l'économie de croissance et de la finance.

Reprendre la démocratie en main, la réinventer pour que les droits humains – et le respect de la nature – soient au centre de notre modèle économique, social et politique est un but urgent. Mais, comment l'atteindre, pratiquement ?

Avec *Podemos* on voit une vraie volonté d'articuler participation et représentation et de maintenir un lien fort avec les bases sociales. Plutôt que de diviser, le parti semble vouloir rassembler, en s'appuyant principalement sur le travail des mouvements sociaux existants et de ses assemblées citoyennes. Cette dynamique semble intéresser le grand public, car les citoyens sont tous appelés à participer, leur opinion et leurs propositions comptent, et c'est cet aspect particulier qui donne un certain élan d'espoir.

L'expérience de *Podemos* est sans doute innovante et nous invite à rester éveillés face aux alternatives collectives de participation et de représentation, instruments idéaux pour nous aider à surmonter la crise.

Cependant, on pourrait interroger sur la suite : son articulation ne constituerait-elle pas un risque menant à sa propre destruction ? Comment maintenir la dynamique interne à long terme ? Et en termes pratiques, comment maintenir un financement indépendant et durable dans le temps ?

**Angela Ocampo
Septembre 2015**